



Le conseiller fédéral Guy Parmelin discute avec des exportateurs: des perspectives assombries

À l'occasion de la huitième table ronde, des représentants de haut rang de l'économie ont discuté avec le conseiller fédéral Guy Parmelin de l'évolution actuelle des exportations et des perspectives des entreprises exportatrices suisses. L'accent a été placé en particulier sur le ralentissement de la dynamique des exportations, les accords de libre-échange, la politique européenne et la nouvelle vague de politique industrielle à l'étranger. Les conséquences du rachat de Credit Suisse sur le financement des exportations a également été abordé.

Les branches exportatrices suisses représentées ont connu une évolution des ventes assez favorable au cours des derniers trimestres. La dynamique s'essouffle toutefois sur la plupart des marchés. La hausse des taux d'intérêt et un renchérissement marqué pèsent sur la demande. Les perspectives pour les prochains trimestres sont assombries. Ce constat a été clairement exprimé lors de la huitième table ronde réunissant le conseiller fédéral Guy Parmelin et des représentants de l'industrie d'exportation. Il y a aussi des nouvelles positives: les participants ont notamment salué l'abolition définitive des droits de douane industriels au 1er janvier 2024. La suppression de cet obstacle au commerce contribue de manière importante à alléger les charges administratives des entreprises suisses à l'importation et à l'exportation. La décision du Conseil fédéral de focaliser une future loi sur le contrôle des investissements sur les entreprises publiques et les infrastructures critiques a également été jugée positive.

VAGUE DE POLITIQUE INDUSTRIELLE À L'ÉTRANGER: N'A-T-ELLE QUE DES INCONVÉNIENTS POUR LES EXPORTATEURS SUISSES?

La table ronde a permis de discuter des conséquences de la politique industrielle des États-Unis et de l'UE. La course aux subventions ne favorisera pas les investissements industriels en Suisse. Il faut également s'attendre à un effet négatif sur l'accès au marché américain pour les fournisseurs suisses, en raison d'exigences croissantes en matière de localisation de segments de la production. Contrairement aux États-Unis et à l'UE, la Suisse ne fait pas de politique industrielle, car elle a fait de meilleures expériences en améliorant horizontalement les conditions d'activité pour toutes les entreprises. De plus, les efforts déployés par des gouvernements étrangers pour promouvoir certaines industries ou technologies, par le biais de subventions étendues, n'ont généralement pas porté leurs fruits.

Il ne faut toutefois pas négliger les effets positifs: grâce à leurs investissements directs, de nombreuses entreprises suisses disposent de leurs propres sites de production aux États-Unis et dans les pays de l'UE. Elles pourront donc bénéficier, dans certains secteurs, d'une demande croissante pour des produits subventionnés.

AMÉLIORATION DU RÉSEAU D'ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Les accords de libre-échange sont un instrument bien plus efficace que les subventions accordées à des industries et technologies spécifiques. Les représentants de l'économie ont donc salué les efforts accrus du Conseil fédéral pour conclure de nouveaux accords de libre-échange et pour réviser les accords existants. Ici, l'accent est mis sur de nouveaux accords avec des partenaires d'importance stratégique comme les pays du Mercosur et l'Inde, mais aussi avec de petits pays comme le Kosovo et la Moldavie. Les accords existants avec des pays comme le Chili, la Chine ou le Mexique doivent être révisés au plus vite.

A QUAND DES NÉGOCIATIONS POUR DÉBLOQUER LA POLITIQUE EUROPÉENNE?

Les participants ont par ailleurs évoqué le blocage de la politique européenne. À cet égard, il importe de trouver des solutions pour une relation réglementée avec le principal partenaire économique de la Suisse. Les dommages causés à la place économique – notamment en lien avec la non-association de la Suisse au programme de recherche Horizon Europe et l'émergence de nouveaux obstacles techniques au commerce – ne tarderont pas à s'amplifier. Cette évolution est lourde de conséquences pour la recherche et l'innovation indigène. En ce qui concerne les prochaines étapes, Guy Parmelin a souligné la volonté du Conseil fédéral de trouver de bonnes solutions avec l'UE, qui soient également acceptées sur le plan de la politique intérieure.

LE RACHAT DE CREDIT SUISSE: QUID DU FINANCEMENT DES EXPORTATIONS?

Pour de nombreuses entreprises suisses, le Credit Suisse n'est pas une banque parmi d'autres, mais le principal partenaire pour le financement d'exportations, avec une offre de services complète et une très grande expérience. Dès lors, la qualité et l'étendue de l'offre de financement après la conclusion du rachat seront importantes pour elles.

Dans l'ensemble et dans un avenir proche, l'accès aux marchés internationaux devrait devenir plus difficile pour les entreprises exportatrices suisses, au vu des tensions géopolitiques et de la montée du protectionnisme. Ce sera un défi pour les entreprises suisses ainsi que pour la Suisse, qui, en tant que nation exportatrice, devrait constamment améliorer ses conditions d'activité.